



**NATIONS
UNIES**



QUATRIÈME CONFÉRENCE MONDIALE SUR LES FEMMES

Beijing (Chine)
4-15 septembre 1995

Distr.
LIMITÉE

A/CONF.177/L.5/Add.9
13 septembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Point 9 de l'ordre du jour

PROGRAMME D'ACTION

Rapport de la Grande Commission

Additif

1. À la ___ séance, le ___ septembre 1995, la Grande Commission a approuvé la section E du chapitre IV du projet de programme d'action et a recommandé son adoption par la Conférence. Des déclarations ont été faites par les représentants de _____.

2. Le texte de la section E du chapitre IV se lit comme suit :

E. Faire progresser la paix, promouvoir la solution des conflits et réduire les effets des conflits armés et d'autres types de conflit sur les femmes

132. [Un environnement qui assure le maintien de la paix mondiale et la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et du règlement pacifique des différends, [reconnaissant les principes du non-recours à la force ou à la menace de l'employer et du respect mutuel de l'intégrité et de la souveraineté territoriale, constitue une condition préalable de la promotion de la femme.] [Sans paix, il ne saurait y avoir d'égalité ni de développement.] Le nombre de conflits armés et d'autres types de conflit n'a pas diminué depuis la fin de la guerre froide; l'agression, [l'occupation étrangère], les conflits ethniques et religieux et [autres types de conflit] sont une réalité permanente dont souffrent les femmes de presque toutes les régions. Des violations flagrantes et systématiques et des situations faisant gravement obstacle au plein exercice des droits de l'homme continuent à se produire en divers endroits du monde. Ces violations et obstacles englobent aussi bien la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ou des détentions sommaires et arbitraires que toutes les formes de racisme, la discrimination raciale, la xénophobie, le non-respect des droits économiques, sociaux et culturels et l'intolérance religieuse. Le terrorisme est un phénomène mondial nouveau. Le droit international humanitaire, qui interdit les attaques contre les populations civiles, est systématiquement ignoré; [les droits de l'homme sont violés par [toutes] les parties aux conflits armés.] Les conflits armés ont donné lieu à de graves violations des droits universels des femmes, notamment

sous la forme de meurtres, de tortures, de viols systématiques et leurs conséquences [et de grossesses forcées], surtout dans les situations où le nettoyage ethnique sert de stratégie de guerre. Certaines de ces situations de conflit armé ont leur origine dans la conquête ou la colonisation d'un pays par un autre pays ou État et dans la perpétuation de cette situation coloniale par la répression qu'exercent l'État et les forces armées.]

133. La Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, de 1949, et ses protocoles additionnels de 1977 stipulent que les femmes seront spécialement protégées contre toute atteinte à leur honneur, et notamment contre les traitements humiliants et dégradants, le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à leur pudeur²². La Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, stipulent en outre que "les violations des droits fondamentaux des femmes dans les conflits armés constituent des violations des principes fondamentaux des droits de l'homme internationaux et du droit humanitaire"²³. Des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme et des situations faisant gravement obstacle au plein exercice des droits de l'homme continuent à se produire en divers endroits du monde. Ces violations et obstacles englobent aussi bien la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ou des détentions sommaires et arbitraires que toutes les formes de racisme, la discrimination raciale, la xénophobie, le non-respect des droits économiques, sociaux et culturels et l'intolérance religieuse.

134. Les violations des droits de l'homme commises dans les situations de conflit armé et d'occupation militaire sont des violations des principes fondamentaux des droits de l'homme internationalement reconnus et du droit humanitaire, tels qu'ils sont inscrits dans les instruments internationaux des droits de l'homme et dans les Conventions de Genève de 1949 et dans les Protocoles additionnels auxdites conventions. Les violations flagrantes des droits de l'homme et les politiques de nettoyage ethnique se poursuivent dans les zones déchirées par la guerre et les zones occupées. Ces pratiques ont créé, entre autres, des courants massifs de réfugiés et autres personnes déplacées ayant besoin d'une protection internationale, et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, dont la majorité sont des femmes, des adolescentes et des enfants. Les victimes civiles, surtout les femmes et les enfants, sont souvent plus nombreuses que parmi les combattants. De plus, les femmes donnent souvent des soins aux combattants blessés et, en raison du conflit, se trouvent chargées à l'improviste de prendre seules soin du ménage, des enfants et des parents âgés.

135. Dans un monde où persistent l'instabilité et la violence, il est urgent de mettre en oeuvre des approches de la paix et de la sécurité fondées sur la coopération. [[Dans la mise en oeuvre d'approches de la paix et de la sécurité fondées sur la coopération], [Il faut pour cela] [il est nécessaire de] mettre l'accent sur les stratégies préventives et sur la consolidation de la paix en tant que concept orienté vers la prévention. Les perspectives propres aux femmes fourniraient une approche plus constructive de l'usage du pouvoir et de la solution des conflits.] Si les femmes ont commencé à jouer un rôle important dans la solution des conflits, le maintien de la paix et les mécanismes des problèmes de défense et des affaires étrangères, elles sont toujours sous-représentées aux postes de prise de décisions. Si l'on veut que les femmes

jouent un rôle égal dans la sauvegarde et le maintien de la paix, il faut les affranchir sur les plans politique et économique et leur assurer une représentation adéquate à tous les niveaux de la prise de décisions.

136. Tandis que des communautés entières subissent les conséquences des conflits armés, du terrorisme [et de l'occupation et de la domination étrangères], les femmes et les petites filles sont particulièrement touchées en raison de leur place dans la société et de leur sexe. Les parties à un conflit violent souvent les femmes avec impunité, organisant parfois des viols systématiques à titre de tactique de guerre et de terrorisme. L'impact de la violence contre les femmes et de la violation des droits universels des femmes dans de telles situations est ressenti par les femmes de tout âge qui subissent les effets de déplacements forcés, de la perte de leur domicile et de leurs biens, de la perte ou de la disparition involontaire de proches parents, de la pauvreté, de la séparation et de la désintégration des familles, et qui sont victimes d'actes de meurtre, de terrorisme, de torture, de disparitions involontaires, de l'esclavage sexuel, du viol [et de ses conséquences], des abus sexuels [et des grossesses forcées], résultant spécialement des politiques de nettoyage ethnique et d'autres formes nouvelles de violence. À cela s'ajoutent les effets sociaux, économiques et psychologiques des conflits armés [et de l'occupation étrangère], qui durent toute la vie.

137. Les femmes et les enfants représentent environ 80 % des millions de réfugiés et d'autres personnes déplacées de par le monde, y compris les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Ils sont menacés de perdre leurs biens, d'être privés de biens et de services ainsi que de leur droit de regagner leur domicile initial, et vivent sous la menace de la violence et de l'insécurité. Il faut prêter une attention particulière à la violence sexuelle exercée contre les femmes et les petites filles coupées de leurs racines, qui est employée comme méthode de persécution dans des campagnes systématiques de terreur et d'intimidation visant à contraindre les membres d'un groupe ethnique, culturel ou religieux particulier à fuir ses demeures. Les femmes peuvent également être forcées de fuir en raison de craintes justifiées de persécutions pour les raisons énumérées dans la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et le Protocole de 1967, y compris les persécutions liées à la violence sexuelle et autres persécutions fondées sur le sexe, et elles demeurent vulnérables à la violence et à l'exploitation durant leur fuite, dans les pays d'asile et de réinstallation, ainsi que pendant et après leur rapatriement. Les femmes éprouvent souvent des difficultés, dans certains pays d'asile, à faire reconnaître leur statut de réfugiées lorsque la demande se fonde sur ces persécutions.

138. Dans la plupart des cas, les femmes réfugiées, déplacées et migrantes font preuve de force, d'endurance et d'esprit de ressource et peuvent apporter une contribution positive aux pays où elles se réinstallent, ou à leur pays d'origine lors de leur retour. Il convient de les faire participer dans la mesure voulue aux décisions qui les concernent.

139. Nombre d'organisations non gouvernementales féminines ont réclamé que l'on réduise les dépenses militaires dans le monde entier, et que l'on mette un frein au commerce et au trafic des armes ainsi qu'à la prolifération des armements à l'échelon international. Les personnes les plus touchées par les conflits et

/...

les dépenses militaires excessives sont celles qui, vivant dans la pauvreté, sont défavorisées par l'absence d'investissement dans les services de base. Les femmes qui vivent dans la pauvreté, notamment dans les zones rurales, pâtissent également des effets de l'utilisation d'armes particulièrement traumatiques ou frappant sans discrimination. Plus de 100 millions de mines terrestres antipersonnel jonchent le sol dans 64 pays. Il faut réduire l'impact négatif des dépenses militaires excessives, du commerce des armes et des investissements en vue de la fabrication et de l'acquisition d'armements sur le développement. [Cela étant, le maintien de la sécurité nationale et de la paix [est un facteur important de] [est essentiel à] la croissance économique et [du] [au] développement, ainsi [que du] [qu'au] renforcement du pouvoir d'action des femmes].

140. [La stabilité et la sécurité internationales sont des conditions nécessaires à la croissance économique et au développement. Dans le nouveau contexte international, la puissance militaire n'est pas une garantie de sécurité. Les effets des migrations massives, de la criminalité, du problème de la drogue, des maladies, des violations des droits de l'homme, de la détérioration de l'environnement, de la poussée démographique et du sous-développement transcendent les frontières nationales. Ces nouveaux défis à la paix et à la sécurité ont des conséquences aux niveaux local, régional et mondial.]

141. En période de conflit armé et d'effondrement des collectivités, les femmes ont un rôle crucial à jouer. C'est souvent à elles qu'il incombe alors de préserver l'ordre social. Elles jouent un rôle important et souvent méconnu en assurant l'éducation à la paix au sein de leur famille et de leur société.

142. Pour parvenir à une paix durable, il est fondamental que chacun reçoive, dès son plus jeune âge, un enseignement axé sur la paix, qui préconise la justice et la tolérance pour tous et pour toutes les nations. Chacun devrait également être initié au règlement des conflits, à la médiation, à la lutte contre les préjugés et au respect de la diversité.

143. S'agissant des conflits, notamment des conflits armés, il faudrait promouvoir une politique active qui vise ostensiblement à généraliser la prise en compte des disparités entre les sexes dans toutes les initiatives et tous les programmes, de façon que toute prise de décisions soit précédée d'une analyse des répercussions sur les intéressés en fonction de leur sexe.

[Élargir la participation des femmes au règlement des conflits et protéger les femmes dans les situations de conflit, notamment de conflit armé, et vivant sous occupation étrangère.]

Objectif stratégique E.1. Élargir et renforcer la participation des femmes au règlement des conflits, à la prise de décisions et à la conduite des activités de paix et de sécurité et protéger les femmes dans les situations de conflit, notamment de conflit armé [et vivant sous occupation étrangère]

Mesures à prendre

144. Les gouvernements et les institutions intergouvernementales, internationales et régionales devraient :

- a) Prendre des mesures en vue de promouvoir la participation égale des femmes et des possibilités égales de participation aux travaux de toutes les instances et à toutes les activités de paix à tous les niveaux, notamment à celui de la prise de décisions, y compris au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, compte dûment tenu d'une répartition géographique équitable, conformément à l'Article 101 de la Charte des Nations Unies;
- b) Renforcer le rôle des femmes et [augmenter le pourcentage de femmes à tous les niveaux de la prise de décisions au sein des institutions nationales et internationales susceptibles de définir ou d'influencer les politiques relatives au maintien de la paix] [notamment aux missions d'observation], [aux activités de consolidation de la paix d'enquête et de diplomatie préventive], ainsi qu'à tous les stades de la médiation et des négociations de paix, [conformément aux recommandations spécifiques formulées par le Secrétaire général dans son plan d'action stratégique pour l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat (1995-2000) (A/49/587, sect. IV)];
- c) Intégrer des critères de sexe dans le règlement des conflits, notamment les conflits armés [terrorisme] [et occupation étrangère] et viser à atteindre un équilibre entre les sexes, lorsqu'ils proposent des candidats à des postes judiciaires et autres dans des organismes internationaux tels que [les tribunaux appelés à juger les crimes de guerre,] notamment les tribunaux internationaux des Nations Unies pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda, la Cour internationale de Justice ainsi que d'autres organes compétents en matière de règlement pacifique des différends, ou appuient des candidatures à ces postes;
- d) Faire en sorte que ces organes soient à même de traiter comme il convient les questions intéressant les femmes en dispensant aux procureurs, aux juges et aux autres responsables la formation voulue pour traiter des affaires de viol [et des conséquences de ces viols], [de grossesse forcée], d'agression sexuelle et d'autres formes de violence à l'égard des femmes dans les situations de conflit armé [de terrorisme] [et d'occupation étrangère] et d'intégrer dans leurs activités des critères de sexe;

/...

- e) Renforcer la participation des femmes aux processus de réconciliation et de reconstruction nationales après tout type de conflit.

Objectif stratégique E.2. [Réduire les dépenses militaires et contrôler la disponibilité des armements] [Réduire puis éliminer la disponibilité des instruments de violence à l'égard des femmes]

Mesures à prendre

145. Les gouvernements devraient :

- a) Intensifier et accélérer, en tenant compte des impératifs de sécurité nationale, la conversion à des fins pacifiques et aux fins du développement des ressources affectées à la défense et aux industries connexes;
- b) Entreprendre d'examiner de nouveaux moyens de dégager d'autres ressources financières de sources publique et privée, notamment en réduisant dans la mesure voulue les dépenses militaires excessives, y compris les dépenses militaires et le commerce des armes à l'échelon mondial, ainsi que les investissements ayant pour objet la production et l'acquisition d'armes, en tenant compte des impératifs de sécurité nationale, de manière à pouvoir éventuellement allouer des fonds supplémentaires au développement économique et social, en particulier en vue de la promotion de la femme;
- c) [[Communiquer des informations au Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies et envisager d'étendre la portée du Registre en y incluant de nouveaux types d'armes.] [Rendre universel le Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies, en tant que mesure de confiance efficace à l'échelon mondial] [et inclure dans leurs rapports annuels des informations sur leurs dotations militaires et les achats liés à leur production nationale]. Faire connaître leurs activités dans le domaine de l'armement offensif (mise au point, production, déploiement et ventes) et, à terme, y mettre fin, et, dans un premier temps, étendre [la portée du Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies en y consignant les activités de production et de commercialisation], en y incluant des données sur tous les types d'armes (nucléaires, chimiques et biologiques) et en instituant l'obligation de faire rapport];
- d) Sans méconnaître la validité des besoins nationaux en matière de défense, prendre conscience des dangers que font peser sur la société les conflits armés et des effets négatifs des dépenses militaires excessives, du commerce des armes, notamment des armes particulièrement traumatiques ou frappant sans discrimination, et des investissements excessifs dans le domaine de la production et de l'achat d'armements, et prendre les mesures nécessaires pour y remédier; de même prendre conscience de la nécessité de lutter contre

le trafic d'armes, la violence, la criminalité, la production, l'abus et le trafic de drogues illicites, et la traite des femmes et des enfants;

- e) [Adopter immédiatement/Envisager d'adopter un moratoire sur l'exportation et la pose de mines terrestres antipersonnel, et faciliter le transfert de technologies de déminage sans restriction ni discrimination; entreprendre de détruire les stocks actuels de mines terrestres antipersonnel; promouvoir l'aide au déminage, surtout en ce qui concerne la recherche scientifique visant à perfectionner rapidement les techniques de détection de mines et de déminage; et envisager de ratifier la Convention de 1981 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination²⁴, et le Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de mines, pièges et autres dispositifs (Protocole II)²⁴];
- f) [Promouvoir l'élimination de toutes les armes de destruction massive, en particulier des armes nucléaires.]

Objectif stratégique E.3. Promouvoir des formes non violentes de règlement des conflits et réduire les violations des droits de l'homme dans les situations de conflit

Mesures à prendre

146. Les gouvernements devraient :

- a) Envisager de ratifier ou d'adopter des instruments internationaux contenant des dispositions relatives à la protection des femmes et des enfants dans les conflits armés, y compris la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, de 1949, les Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) et à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II);
- b) Respecter pleinement les normes du droit international humanitaire lors des conflits armés et prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les femmes et les enfants, en particulier contre le viol, la prostitution forcée et toute autre forme d'outrage aux mœurs.

147. Les gouvernements et les organisations internationales et régionales devraient :

- a) Réaffirmer que tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes, en particulier les peuples soumis à la domination coloniale ou à d'autres formes de domination ou d'occupation étrangères, et qu'il importe que ce droit soit effectivement réalisé, comme l'affirment,

/...

notamment, la Déclaration et le Programme d'action de Vienne² adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme;

- b) Encourager la diplomatie, [la diplomatie préventive,] la négociation et le règlement pacifique des différends, conformément à la Charte des Nations Unies, en particulier aux paragraphes 3 et 4 de son Article 2;
- d) Démasquer et condamner les viols systématiques et autres formes de traitement inhumain et dégradant des femmes en tant qu'instrument délibéré de guerre et de nettoyage ethnique et prendre des mesures pour veiller à ce que toute l'assistance requise soit fournie aux victimes de ces sévices en vue de leur réhabilitation physique et psychologique;
- e) Réaffirmer que le viol perpétré au cours d'un conflit armé constitue un crime de guerre et que, dans certaines circonstances, il constitue un crime contre l'humanité et un acte de génocide tel que défini dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide; prendre toutes les mesures requises pour protéger les femmes et les enfants contre les actes de cette nature et renforcer les mécanismes chargés de démasquer et de punir tous les responsables de ces actes et d'en traduire les auteurs en justice;
- f) Défendre et renforcer les normes énoncées dans le droit international humanitaire et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme afin de prévenir tous actes de violence à l'égard des femmes dans les situations de conflit, notamment de conflit armé; enquêter de manière approfondie sur tous les actes de violence perpétrés contre des femmes en temps de guerre, notamment sur les viols, en particulier les viols systématiques, la prostitution forcée et toute autre forme d'outrage aux mœurs, et l'esclavage sexuel; poursuivre tous les responsables de crimes de guerre à l'égard de femmes et faire en sorte que les victimes obtiennent entière réparation;
- g) Engager la communauté internationale à condamner et à combattre le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations;
- h) Prendre des mesures pour démasquer et punir les membres de la police, des forces de sécurité et des forces armées et autres personnes qui se rendent coupables d'actes de violence à l'égard des femmes, de violations du [droit international humanitaire] et de violations des droits individuels des femmes [qui violent les droits individuels des femmes] lors de conflits armés;
- i) Tenir compte des disparités entre les sexes lors de l'élaboration des programmes de formation de tout le personnel concerné au droit international humanitaire et aux questions relatives aux droits de l'homme et recommander qu'une formation de ce type soit dispensée au personnel participant aux opérations humanitaires et de maintien de la paix des Nations Unies, en mettant l'accent sur la prévention de la violence à l'égard des femmes, en particulier;

- j) [Encourager l'élimination et éviter l'adoption de toute mesure coercitive unilatérale, contraire au droit international et à la Charte des Nations Unies, qui porterait préjudice à la population des pays touchés et, en particulier, aux femmes, et qui pourrait provoquer des situations susceptibles de dégénérer en conflit;]
- k) Adopter des mesures conformes au droit international afin de minimiser les conséquences négatives des sanctions économiques sur les femmes et les enfants.

Objectif stratégique E.4. Promouvoir la contribution des femmes au développement d'une culture valorisant la paix

Mesures à prendre

148. Les gouvernements, les institutions intergouvernementales, internationales et régionales, et les organisations non gouvernementales devraient :

- a) Promouvoir le règlement pacifique des conflits, la paix, la réconciliation et la tolérance par l'éducation, la formation, l'action communautaire et des programmes d'échange entre jeunes, en particulier à l'intention des jeunes femmes;
- b) Lors de l'examen de l'application du plan d'action de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004), tenir compte des conclusions de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes : lutte pour l'égalité, le développement et la paix; [Placer cet alinéa dans la section I du chapitre IV.]
- c) Encourager le développement des recherches sur la paix avec la participation des femmes, pour examiner les conséquences des conflits armés sur les femmes et les enfants et la nature et la portée de la participation des femmes aux mouvements pacifistes nationaux, régionaux et internationaux; entreprendre des recherches et définir des mécanismes novateurs en matière de prévention de la violence et de règlement des conflits qui fassent l'objet d'une vulgarisation et soient utilisés tant par les femmes que par les hommes;
- d) Favoriser la recherche sur les conséquences physiques, psychologiques, économiques et sociales des conflits armés sur les femmes, en particulier les jeunes femmes et les petites filles, et en diffuser les résultats, en vue d'élaborer des politiques et des programmes axés sur l'atténuation des conséquences des conflits;
- e) Envisager de mettre en place des programmes éducatifs à l'intention des filles et des garçons afin de promouvoir une culture pacifique, axée sur la recherche de solutions aux conflits par des moyens non violents et la promotion de la tolérance.

Objectif stratégique E.5. Fournir protection, assistance et formation aux femmes réfugiées et déplacées [y compris les femmes déplacées à l'intérieur de leur propre pays]

Mesures à prendre

149. Les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que les autres institutions chargées de protéger et de fournir une assistance et une formation aux réfugiés, aux autres femmes déplacées nécessitant une protection internationale et aux femmes déplacées dans leur propre pays, et notamment le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme alimentaire mondial, devraient, s'il y a lieu :

- a) Prendre des mesures afin d'assurer que les femmes participent pleinement à la programmation, à la conception, à l'exécution, à la surveillance et à l'évaluation de tous les projets et programmes à court ou à long terme d'assistance aux réfugiés, aux autres femmes déplacées nécessitant une protection internationale et aux femmes déplacées dans leur propre pays, notamment à la gestion des camps de réfugiés et des ressources qui y sont consacrées; faire en sorte que les femmes et les filles réfugiées et déplacées aient directement accès aux services offerts;
- b) Offrir une protection et une assistance adéquates aux femmes et enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays et trouver des solutions, à des fins de prévention, aux causes profondes de leur déplacement et, s'il y a lieu, faciliter leur retour ou leur réinstallation;
- c) Prendre des dispositions visant à garantir la sécurité et l'intégrité des femmes réfugiées, des autres femmes déplacées nécessitant une protection internationale et des femmes déplacées dans leur propre pays, tant durant leur déplacement qu'au moment de leur retour dans leur localité d'origine, notamment par la mise en place de programmes de réinsertion; prendre des mesures efficaces afin de mettre les femmes réfugiées ou déplacées à l'abri de la violence, de mener des enquêtes impartiales et approfondies sur toute violation dans ce domaine et en porter les coupables devant la justice;
- d) Tout en respectant pleinement et en observant strictement le principe du non-refoulement des réfugiés, prendre toute disposition nécessaire pour garantir le droit des femmes réfugiées et déplacées à un retour librement consenti dans leur localité d'origine en toute sécurité et dans la dignité, et leur droit à protection après leur retour;
- e) Prendre des dispositions, à l'échelon national, et, le cas échéant, dans le cadre d'une coopération internationale, conformément à la Charte des Nations Unies, pour trouver des solutions durables aux questions concernant les femmes déplacées dans leur propre pays,

notamment leur droit à un retour librement consenti et en toute sécurité dans leur foyer d'origine;

- f) [Prendre en compte les besoins spécifiques et les ressources des femmes et des enfants réfugiés et déplacés, en particulier l'accès à une nourriture convenable et suffisante, à l'eau, au logement et aux services de santé, notamment les services de santé génésique, dans la fourniture des secours d'urgence et d'assistance à long terme] [Faire en sorte que la communauté et les organisations internationales apportent des ressources financières ou autres aux gouvernements [des pays d'asile] afin de fournir des secours d'urgence et une assistance à long terme qui prennent en compte les besoins spécifiques et les ressources des femmes et des enfants réfugiés et déplacés, en particulier l'accès à une nourriture convenable et suffisante, à l'eau, au logement et aux services de santé, notamment les services de santé génésique] [y compris les vaccinations; la fourniture de médicaments essentiels et de médicaments pour le traitement des maladies tropicales telles que le paludisme et la typhoïde; les soins maternels, notamment les soins prénatals et postnatals; les soins dentaires; et les soins de santé génésique];

(Première nouvelle variante pour la deuxième phrase entre crochets)

Fournir aux pays d'asile un appui international suffisant pour leur permettre de satisfaire les besoins essentiels des réfugiés et les aider à trouver des solutions durables. Prêter une attention particulière aux besoins spécifiques des femmes réfugiées et des femmes déplacées accompagnées d'enfants lors de la fourniture de secours d'urgence et d'une assistance à long terme. Veiller à ce que les réfugiés, les femmes déplacées et les enfants aient accès à un logement convenable, à l'éducation, à des services de santé, notamment de planification familiale, et à d'autres services sociaux indispensables.

(Deuxième nouvelle variante pour la deuxième phrase entre crochets)

Faire en sorte que la communauté et les organisations internationales apportent des ressources financières ou autres aux gouvernements concernés afin de fournir des secours d'urgence et une assistance à long terme qui prennent en compte les besoins spécifiques et les ressources des femmes et des enfants réfugiés et déplacés, en particulier l'accès à une nourriture convenable et suffisante, à l'eau, au logement et aux services de santé.

- g) Veiller à ce que du matériel éducatif soit disponible dans la langue appropriée, même dans les cas de situation d'urgence, afin de réduire au maximum les interruptions dans la scolarité des enfants réfugiés et déplacés;
- h) Appliquer les normes internationales garantissant aux femmes l'égalité des droits et l'égalité de traitement dans l'accès au processus d'octroi du statut de réfugié et du droit d'asile, et veiller

/...

notamment au plein respect et à la stricte application du principe du non-refoulement, notamment en alignant les législations nationales sur l'immigration avec les instruments internationaux pertinents, et en envisageant de reconnaître le statut de réfugié aux femmes ayant demandé ce statut sur la base d'une crainte fondée de persécution pour les raisons énumérées dans la Convention de 1951 sur le statut de réfugié et dans le Protocole de 1967, notamment de persécution par le biais de violences sexuelles et autres formes de persécution liées à leur sexe, et leur donner accès à du personnel de police, et notamment du personnel féminin, spécialement formé, qui serait chargé de les interroger sur les événements délicats ou pénibles, tels que les sévices sexuels, qu'elles ont connus;

- i) Appuyer et promouvoir les mesures prises par les États afin d'élaborer des critères et des directives sur la façon de réagir aux persécutions visant spécifiquement les femmes, en diffusant des informations sur les initiatives prises par les États pour établir de tels critères et directives et en veillant à ce qu'ils soient appliqués rigoureusement et équitablement;
- j) Promouvoir l'autonomie des femmes réfugiées, des autres femmes déplacées nécessitant une protection internationale et des femmes déplacées dans leur propre pays et mettre en place des programmes de formation de responsables et de formation à la prise de décisions à l'intention des femmes, et en particulier des jeunes femmes, au sein des communautés de réfugiés ou de rapatriés;
- k) Assurer la protection des droits fondamentaux des femmes réfugiées et déplacées et veiller à ce que les femmes réfugiées et déplacées soient pleinement informées de ces droits; veiller à ce que l'importance vitale de la réunification des familles soit reconnue;
- l) Permettre, le cas échéant, aux femmes dont la qualité de réfugié est établie, de suivre des programmes de formation professionnelle comprenant notamment des cours de langues, une formation à la création et à la gestion de petites entreprises, des programmes et services d'assistance sur toutes les formes de violence à l'égard des femmes, en particulier à l'intention des victimes de tortures et de traumatismes [et augmenter considérablement les contributions internationales en faveur des programmes généraux d'assistance aux réfugiés, en particulier dans les pays qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés];
- m) Informer le public de la contribution apportée par les femmes réfugiées à leurs pays de réinstallation, faire mieux connaître leurs droits fondamentaux, leurs besoins et leurs compétences et promouvoir la compréhension et l'acceptation mutuelles par le biais de programmes éducatifs encourageant le développement de relations harmonieuses entre les cultures et entre les races;
- n) [Fournir des services essentiels et des services d'appui aux femmes qui ont dû quitter leur foyer d'origine à cause du terrorisme, de la

/...

violence, du trafic des drogues ou d'autres raisons liées à la violence;]

- o) Faire mieux connaître les droits fondamentaux des femmes et dispenser, le cas échéant, une formation et un enseignement sur les droits de l'homme au personnel de l'armée et de la police servant dans les zones de conflit armé et dans les zones où se trouvent des réfugiés.

150. Les gouvernements devraient :

- a) Diffuser et appliquer les Directives du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sur la protection des femmes réfugiées et ses directives sur l'évaluation de l'état des victimes de traumatismes et de la violence et les soins à leur apporter, ou fournir d'autres instructions analogues, en étroite coopération avec les femmes réfugiées et dans tous les secteurs des programmes d'assistance aux réfugiés;
- b) Protéger les femmes et les enfants qui migrent en famille de toute violation ou déni de leurs droits fondamentaux que pourraient perpétrer les organismes responsables, et examiner la possibilité d'étendre la durée de leur séjour, en cas de dissolution des liens familiaux, dans le cadre de la législation nationale; [Alinéa devant être déplacé.]

[Nouvel objectif stratégique E.6. Prêter assistance aux femmes des colonies

Mesures à prendre

151. Les gouvernements, et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales devraient :

- a) [Soutenir et promouvoir la reconnaissance et l'exercice du droit universel de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes et faire en sorte que, en vertu de ce droit, ils puissent choisir librement leur statut politique et mener leur développement économique, social et culturel, en prenant en considération les intérêts des femmes des colonies et en organisant des programmes spéciaux de formation au rôle de responsable et à la prise de décisions;]
- b) [Sensibiliser le public, par l'intermédiaire des médias, par l'éducation à tous les niveaux et par des programmes spéciaux, afin de mieux faire comprendre la situation des femmes des colonies].]
